

Burundi : 60 ans d'indépendance, un bilan politico-économique mitigé

@rib News, 01/07/2022 - Source Agence Anadolu - Après la première guerre mondiale, le Rwanda-Urundi tombe dans les mains des Belges après une période de domination allemande. Avec l'indépendance, cette colonie donnera naissance à deux pays : Burundi et le Rwanda. Ce 1er juillet, le Burundi célèbre ses 60 ans d'indépendance après presque 60 ans de domination étrangère.

Au niveau politique et économique, le bilan de ces décennies d'autonomie n'est pas assez brillant, estiment les experts. « Le bilan n'est pas très satisfait du moins si on considère les attentes, les espoirs soulevés par le mouvement indépendantiste nationaliste de la fin des années 50, début des années 60. Avec l'indépendance, on prend la prise en main, à la gestion des affaires politiques, économiques, sociales par les nationaux, par les Burundais, par les africains, à une autonomie effective. Ce qui n'a pas été le cas », analyse Dr Eric Ndayisaba, historien et professeur à l'Université. Approché par Anadolu, il indique que si on considère l'ampleur des crises socio-politiques qu'a connues le Burundi, ou la région des Grands-Lacs, durant les 60 ans, « on peut même parler d'un bilan négatif ». « En ce qui concerne la gouvernance politique, on a observé des coups d'Etats, des régimes autoritaires. On ne voit pas vraiment la prise de conscience de la part des élites en ce qui concerne la gestion de l'Etat, l'Etat-Nation », dit-il, notant que les causes de cette situation sont externes et internes.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Cet historien parle des causes lointaines datant de la période coloniale. « La question ethnique, l'exclusion ethnique est un problème qui date de la colonisation. Au Burundi, au Rwanda, dans toute la région des Grands-Lacs, cela est inscrit dans la politique du colonisateur : à diviser pour régner ». Dès après lui, ce problème ethnique a entraîné des crises socio-politiques qui ont touché le Burundi. Insistant sur le cas Burundais, Dr Eric Ndayisaba souligne que l'assassinat du Prince Louis Rwagasore, premier ministre et héros de l'indépendance, le 13 octobre 1961, a porté un coup dur à la politique du pays. « Cet événement malheureux avec implication de la Belgique a créé un problème de leadership. On n'a pas pu trouver quelqu'un capable de remplacer la personnalité de Rwagasore, un homme rassembleur, fils du roi », souligne-t-il, notant que la colonisation fut un choc social, culturel majeur. « Nous avons perdu les repères culturels et sociaux, lesquels faisaient en fait le ciment de la gestion du pouvoir monarchique. Ce qui fait que nous avons hérité d'un pays, d'une société sans repères culturels et sociaux. » Revenant sur les crises qu'a connues le Burundi pendant, il évoque la crise de 1965, les massacres ou génocide de 1972, la crise de 1988, la guerre civile de 1993, etc. « Avec la fin des années 80, on avait l'espoir d'amortir les chocs avec l'entrée dans un système démocratique. Malheureusement, regrette-t-il, le pays replonge dans une guerre civile qui allait durer dix ans après l'assassinat dans le coup d'Etat sanglant de la nuit du 20 au 21 octobre 1993, du premier président démocratique élu, feu Melchior Ndadayaye. Dans cette crise, cet historien y voit une main des anciennes métropoles et l'immaturité des africains à l'époque de l'accession à l'indépendance. Les colonisateurs sont partis mais sont revenus d'une autre façon. Théoriquement, c'est la fin de la colonisation. Mais nous, nous, nos Etats, nos jeunes Nations n'étaient pas suffisamment matures, n'avaient pas suffisamment de ressources humaines, matérielles pour entrer et consolider, avoir une place importante dans ce nouveau monde, dans cette nouvelle vaste modernité, dans ce contexte global de modernité dans lequel on était entré ». Dès après lui, les colonisateurs sont revenus d'une autre façon, à travers d'autres logiques, logiques d'exploitation économique, etc : « Par l'exploitation des matières premières dans la région des Grands Lacs ». Pour Ndayisaba, 60 ans d'indépendance n'étaient suffisants pour se prendre en charge. « Ce qui n'est pas encore fait suite à la crise majeure de leadership. Il y a un problème de capacité de nos leaders, nos élites. Le sens patriotique n'est pas encore intérieur. La plupart ce sont des élites corrompues. Même nos populations n'ont pas encore bien compris que l'intégrité nationale prime sur l'individu », explique-t-il, reconnaissant quelques avancées politiques mais qui restent très minimes. - Un très faible taux de croissance. Durant les 60 ans, l'économie du Burundi est classée parmi les plus faibles de la planète. « On fait les 60 ans d'indépendance alors que le Burundi est classé le premier pays le plus pauvre du monde. Le bilan économique de cette période est assez mitigé. Le pays n'est pas industrialisé, le revenu par habitant est très faible, le taux de croissance est en berne. Il y a un problème lié même à la productivité du secteur agricole qui est toujours identifié comme un secteur porteur de croissance », déplore Faustin Ndikumana, économiste en même temps directeur exécutif de l'ONG Paroles et Actions pour le changement des mentalités (PARCEM). Interrogé par l'Agence Anadolu, signale que le secteur agricole occupe environ 90% de la population mais au niveau rendement est inférieur à 40% du PIB. Concernant les cultures d'exportation, il indique que la production du café était plus importante au début des années 60 plus qu'aujourd'hui. « Le coton maintenant a disparu progressivement. Vraiment, au niveau économique, c'est un problème », souligne-t-il. Dès après lui, la pression démographique n'a pas été suivie par l'augmentation de la production. « En 1962, les Burundais étaient à 2 millions maintenant on est à 12 millions, six fois alors que la production intérieure brute n'a pas suivi ce rythme. Ce qui veut dire que le PIB/habitant actuellement est tellement faible. Ce qui est lié, selon lui, aux crises répétitives qu'a connues le Burundi. « Les crises politiques ont lourdement pesé sur les conditions de vie de la population en croissance. Par exemple, avec la crise de 72, les experts ont montré que le PIB du Burundi a reculé de 6%. De 1993 à 2005, le PIB a reculé de 33%. En 2005, on recouvre la paix mais la croissance n'a pas pu compenser le manque à gagner perdu pendant la guerre. Le taux de croissance de 2005 à 2014 était autour de 3.5 à 4% ».

en 2015, on replonge encore une fois dans une crise et le taux de croissance est négatif » A ceux qui disent que le sous-développement du pays est lié à la colonisation, cet économiste trouve que c'est infondé. Il donne l'exemple de pays qui se sont vite développés après une longue période de colonisation : « Non. Le Singapour est un pays indépendant presque à la même période que le Burundi. Il a été colonisé beaucoup d'années plus que le Burundi, allez voir ». M.Ndikumana parle aussi de l'Inde, une ancienne colonie qui terrasse actuellement ses anciens maîtres. Le Burundi est tombé officiellement sous la domination étrangère, le 6 juin 1903 avec la signature du Traité de Kiganda entre les Allemands et le roi Mwezi Gisabo, dans la province actuelle de Muramvya, au centre du pays. Après la première guerre mondiale, le Rwanda-Urundi tombe dans les mains des Belges après une période de domination allemande. Avec l'indépendance, cette colonie donnera naissance à deux pays : Burundi et le Rwanda.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});